

LE SAVOIR AU SERVICE DE L'HOMME ET DES FORETS, UN PARI OSE DE TROPENBOS/RD CONGO

Noël OBOTELA
Rashidi, Historien.
Professeur ordinaire/
Université de
Kinshasa, Faculté
des Lettres et
Sciences Humaines.
Membre du Conseil
de Rédaction de
Congo-Afrique.
nobotela2005@
yahoo.fr

La problématique de la déforestation préoccupe de plus en plus les communautés humaines en ce XXI^e siècle. Le changement climatique et ses conséquences semblent effrayer les Etats et les peuples. Rappelons avec A. Chauprade que « *le phénomène de déforestation sous l'action de l'homme est ancien : il date du Paléolithique, période durant laquelle se répand l'usage du feu... Entre le début du X^e siècle et la fin du XIX^e siècle, le taux de couverture sylvestre de l'Europe occidentale passe de 90% à moins de 20%. Aujourd'hui le Vieux Monde est largement dépouillé de ses arbres et les peuples d'Europe s'inquiètent que ceux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique fassent, à leur tour, disparaître les forêts restantes, pour la plupart tropicales* »¹. Plusieurs organisations et personnes s'investissent à combattre ce phénomène à travers des stratégies de toutes sortes.

La présente contribution met en lumière les tentatives menées par une structure chargée de la gestion des forêts à l'Est de la RD Congo. Ce combat peut revêtir plusieurs formes, dont celle adoptée par Tropenbos/RD Congo.

Comment fonctionne cette dernière forme ? Quel est son mode opératoire ? Quel en est l'impact sur l'environnement ? L'interrogation principale consistera à savoir si la gouvernance forestière est menée selon les normes. Telles sont les questions pour lesquelles nous nous efforcerons de fournir un éclairage.

Trois points vont structurer la présente réflexion : le contexte et surtout l'organisation de Tropenbos/RD Congo (1) ; l'agenda de cette organisation et l'impact de ses réalisations dans la zone où elle évolue (2) ;

1 A. CHAUPRADE, *Géopolitique : Constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses Edition Marketing, 2003, p. 681.

les perspectives envisagées par les responsables en tenant compte de leur faisabilité par rapport au mode de gouvernance en vogue en RD Congo (3).

1. De Tropenbos International à Tropenbos/RD Congo, un véritable saut qualitatif ?

Depuis quelques années, une équipe de chercheurs de l'Université de Kisangani avait mis sur pied une structure (programme) et évoluait sous la houlette de Tropenbos International. Tropenbos (« Tropen » = Tropical ; « Bos » = forêt) International constitue une fondation créée en 1988, ayant son siège aux Pays-Bas, précisément dans la Ville de Wageningen. Elle a pour mission d'améliorer la gouvernance et la gestion des forêts tropicales pour l'homme, ainsi que leur conservation et leur développement durable. Jusque-là, Tropenbos avait travaillé en exploitant et en encadrant des programmes dans quelques pays : Colombie, Ghana, Indonésie, Surinam, Vietnam et dans le bassin du Congo (Cameroun, RD Congo). Lors de la réunion tenue à Wageningen, du 8 au 9 novembre 2016, les différentes organisations nationales étaient appelées à devenir autonomes dès le 1^{er} janvier 2017. C'est dans le cadre de cette mutation que Tropenbos International/RD Congo est devenu Tropenbos/RD Congo. Cette transformation a été voulue à cause de la lourdeur « dans l'exécution de certaines activités ». Toutefois, cette « indépendance » ne met aucunement en cause les « valeurs de Tropenbos ».

Etant l'émanation de Tropenbos International, Tropenbos/RD Congo poursuit les mêmes objectifs dans les nouvelles provinces démembrées de la Tshopo, de la Mongala et de l'Ituri. Tropenbos/RD Congo a son siège à Kisangani, dans la Province de la Tshopo. Une des tâches dévolues à Tropenbos/RD Congo consiste à « mener des études, faire des recherches et rassembler des informations sur la situation forestière dans le pays ». Sur ce point, Tropenbos a acquis une expérience débordante quand on évalue la somme des enquêtes réalisées et les documents produits.

Rappelons que le programme Tropenbos International/RD Congo a commencé en 2009 avec des tractations avec le Gouvernement central ayant abouti à la signature de l'accord cadre avec les ministères du Plan, de l'Environnement et Développement Rural. C'est, en 2010, qu'un partenariat a été conclu avec l'Université de Kisangani. Dans son cahier des charges, Tropenbos International/RD Congo avait prévu des études sur :

- La gouvernance locale et la gestion communautaire des forêts ;
- La gestion des paysages productifs ;
- La filière du bois pour des marchés nationaux et internationaux ;

- Les mécanismes de financement novateurs pour la gestion durable des forêts.

Ses intérêts transversaux se rapportent à :

- La réduction de la pauvreté et à l'amélioration des moyens d'existence des communautés locales qui dépendent des forêts ;
- La gouvernance forestière ;
- La politique internationale et aux initiatives du marché ;
- La forêt et au climat.

2. L'agenda de recherche, une activité essentielle et visible

La période triennale (2012, 2013 et 2014) a vu Tropenbos se déployer en menant des études en rapport² avec :

– La tenure forestière

Il s'agit de l'engouement observé dans l'acquisition de terres par les populations urbaines auprès des communautés rurales dans l'hinterland de la Ville de Kisangani. Les terres ainsi acquises sont affectées à l'agriculture, à l'exploitation forestière et même à la spéculation. L'étude avait pour but notamment de contribuer à la réforme foncière, nécessaire pour sécuriser les droits des populations locales et même pour mettre en œuvre la politique REDD+ (Réduction des Emissions dues à la déforestation et à la Dégradation des Forêts).

Cette étude a déterminé les deux stratégies utilisées par les demandeurs de terres, à savoir : négocier avec la communauté locale avant de commencer la procédure administrative, ou bien commencer par les services administratifs pour finir avec les communautés. Généralement, les conflits sont moins nombreux dans le cas où les droits coutumiers ont été pris en compte dans la procédure d'octroi de terre.

– Le système d'organisation et d'investissement socio-économique des ménages ruraux en RD Congo

Cette étude a consisté à identifier les modes d'organisation des ménages ruraux pour la gestion et l'utilisation des revenus issus de l'exploitation artisanale de bois. Cela a permis de démontrer que l'organisation et l'investissement socio-économique des ménages ruraux se fondent sur des pratiques traditionnelles d'épargne et de la perception qu'ils ont sur la richesse.

² Lire *Rapport triennal 2012-2014*, Kisangani, Tropenbos International/RD Congo.

– *L'évaluation des sous-secteurs de petites et moyennes entreprises forestières*

Cette évaluation a concerné l'exploitation du bois d'œuvre, du bois d'énergie, du palmier à huile, des briques cuites, de l'hévéa et de deux produits forestiers non ligneux (le rotin et le gnetum africanum/pfumbwa). Tout en permettant à la population de faire face aux besoins de subsistance, ces activités favorisent la création d'emploi, l'augmentation du revenu des ménages et la réduction de la pauvreté dans les milieux où se déroule l'exploitation. Ce sont surtout les femmes qui demeurent actives dans la commercialisation des produits forestiers ; et les gains y afférents apportent un appui substantiel à l'équilibre des ménages.

Par contre, l'exploitation des produits comme le bois d'œuvre, le charbon de bois ou de chauffe, les produits forestiers non ligneux et le palmier à huile préjudicie la préservation de la biodiversité et risque d'influer sur le changement climatique dans la zone autour de la Ville. C'est pourquoi Tropenbos International a lancé un appel pressant en vue d'établir une synergie dans le travail mené sur le terrain, par les différentes structures impliquées dans les questions forestières pour assurer une gestion durable de la forêt. Pour y parvenir, elle rappelle l'importance de :

La relation entre les communautés riveraines et les forêts

Une étude a démontré que plusieurs ménages des régions périurbaines voient leurs moyens de subsistance menacés par la perte de la diversité biologique. Il s'avère que le gibier se raréfie ; les cultures deviennent de moins en moins rentables suite notamment à la surexploitation des ressources naturelles. Il est pourtant reconnu que

« les communautés riveraines de forêts possèdent de précieuses connaissances sur la genèse et la conservation des ressources biologiques. Ces connaissances sont, des fois, menacées de disparition bien qu'elles constituent aussi un gage de la pérennisation des ressources. TBI/RD Congo a réalisé cette étude afin d'identifier et d'analyser les savoirs indigènes qui peuvent être intégrés dans des politiques d'amélioration des moyens d'existence qui préservent la diversité biologique »³.

La femme et la vente d'arbres en milieu rural

Quelle est l'implication de la femme dans le processus de vente de bois dans les milieux ruraux ? Sur les deux axes routiers enquêtés, il s'est avéré que les femmes participent effectivement au processus de vente d'arbres. Cette participation demeure encore passive. Il en est de même de la vente des arbres aux exploitants artisanaux dont la contribution dans les revenus des ménages reste faible.

3 Cf. *Le Rapport triennal 2012-2014*, Kisangani, Tropenbos International/RD Congo, p. 8.

Après avoir contribué au renforcement des compétences méthodologiques en 2013, TB/RD Congo a réussi à publier les résultats de plusieurs enquêtes en 2017. Ces enquêtes montrent que TB/ RD Congo s'est investi dans la conciliation du savoir et des problèmes relatifs aux questions forestières. Ainsi le TB/RD Congo s'est intéressé à l'activisme des groupes armés dans le Parc National de la Maiko. L'analyse a permis de démentir le lien direct entre la rareté des ressources naturelles et les conflits armés.

Une autre recherche a été consacrée à la conciliation des savoirs endogènes avec les moyens d'existence en RD Congo. Il s'agit « d'intégrer les savoirs endogènes ou locaux dans la gestion de la diversité biologique dans le processus d'amélioration ». La zone d'étude a été un rayon d'environ 50 Km autour de la Ville de Kisangani. Comment assurer la protection des forêts par les droits de l'homme ? Les communautés locales doivent être placées en première ligne dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Les programmes tels que la REDD+ pourraient contribuer à la protection des forêts tropicales et des personnes qui en dépendent.

La filière des bois de construction appelés « sticks » ou « perches » est très développée à Kisangani et à Bumba, depuis plusieurs décennies. L'étude intitulée « *La filière bois de construction dit « sticks » à Kisangani et à Bumba (République Démocratique du Congo) : la survie des acteurs aux menaces des forêts périurbaines* » (Juillet 2017), a cerné l'organisation de cette filière. Les résultats obtenus montrent que la filière génère des impacts négatifs sur les écosystèmes forestiers, à travers notamment la rareté ou l'éloignement des perches dans les forêts proches des sites d'étude. Le salut pour une exploitation et un encadrement durables de cette filière pourrait provenir de la synergie entre l'État et les partenaires au développement dans la mise en œuvre des actions orientées vers la réglementation du secteur, la réduction de la pauvreté, la mise en œuvre des plantations forestières des essences sollicitées et l'encadrement multi-axes des acteurs.

Quel serait l'apport des produits forestiers à la subsistance des ménages ruraux dans la région de Kisangani ? Tropenbos/RD Congo a mené une étude⁴ à ce sujet, en vue notamment de déterminer le rôle des produits agricoles et des produits forestiers autres que le bois d'œuvre dans l'ensemble des stratégies de subsistance des familles rurales, dans la région de Kisangani. Tout en reconnaissant l'importance de la forêt pour les ménages ruraux, il en ressort que le manioc, le maïs et le riz sont très capitaux pour la subsistance et la vente dans la quasi-totalité des ménages. Dans certains sites d'enquête, les rotins, les chenilles et le bois de chauffe sont très indispensables pour la subsistance. Dans d'autres, les noix de palme et les rotins demeurent rentables pour les ménages.

4 MUYAMBO NDAYA, KIMONI KICHA et FURAHACIRA, *Produits forestiers et stratégies de subsistance des ménages dans la région de Kisangani*, novembre 2017.

Pour un site comme *Ubundu* (ex-Ponthierville), le bois de chauffe, les rotins et les sticks sont importants pour la subsistance. Par contre, dans le même site, les rotins et les noix de palme restent rentables dans moins de 50% des ménages. Même si l'homme est conscient des conséquences sur la forêt, le chômage, la satisfaction des besoins pour survivre et la croissance en flèche des populations poussent l'homme à une mauvaise gestion des ressources forestières.

Préoccupé par l'existence des ménages, Tropenbos/RD Congo avait réalisé une étude⁵ en vue d'identifier et d'analyser les petites et moyennes entreprises forestières œuvrant dans les secteurs et sous-secteurs des produits forestiers ligneux et non ligneux. C'était pour cerner leur impact sur les moyens de subsistance des ménages ruraux ou urbains et les ressources exploitées. Ces petites et moyennes entreprises forestières, tout en étant lucratives, formelles et/ou informelles, apparaissent comme des réponses à la crise économique et politique dans laquelle la RD Congo évolue depuis plusieurs décennies.

3. Établir un dialogue entre décideurs et intervenants, un tournant indispensable

Par une étude publiée en 2017, Alphonse Maindo avait insisté sur la manière de « *Changer les relations de pouvoir pour une gestion durable et inclusive des forêts tropicales : une expérience de Tropenbos International en République Démocratique du Congo (2012-2016)* »⁶. Il s'agit d'un rapport de l'auto-évaluation d'une intervention de cinq ans en RD Congo où Tropenbos International tente de générer des connaissances en les mettant au service des forêts et de l'homme. Les recherches menées ont fourni aux décideurs et aux intervenants des informations pertinentes et pratiques visant à améliorer les politiques et les réglementations.

L'auteur du rapport nous fixe sur la démarche de Tropenbos International qui « *préfère toujours le dialogue à la confrontation. Promouvoir et pratiquer le dialogue multipartite est notre cœur de métier. C'est pourquoi nous invitons toujours les autorités à participer à nos activités et à discuter avec les participants. Donc, nous construisons un pont entre les acteurs qui ne pouvaient pas s'asseoir ensemble et parler calmement* »⁷. Ainsi, «pour relier des personnes, Organisations de la Société civile et des Organisations Non Gouvernementales dans l'ancienne Province Orientale, *Tropenbos International a construit un blog que les partenaires pourraient utiliser pour partager des informations* »⁸.

5 TABIN LISSENDJA et Matthieu MAMIKI, *Contribution des petites et moyennes entreprises forestières aux moyens d'existence des ménages en Province Orientale démembrée (RDC)*, novembre 2017.

6 A. MAINDO M.N., « *Changer les relations de pouvoir pour une gestion durable et inclusive des forêts tropicales : une expérience de Tropenbos International en République Démocratique du Congo (2012-2016)* », Tropenbos/RD Congo, novembre 2017.

7 *Idem*, p. 29.

8 *Ibidem*, p. 30.

En 2014, Tropenbos International avait organisé une rencontre regroupant, non seulement les acteurs du secteur forestier, mais aussi les acteurs politiques, les parlementaires, les fonctionnaires, les leaders locaux, les exploitants artisanaux, les organisations de la société civile, etc. Il s'agissait d'inviter les parties prenantes à discuter de l'amélioration de la gouvernance forestière.

Nous reconnaissons ici l'audace de Tropenbos International à travers cette initiative de mettre face à face les décideurs et les chercheurs. Il s'agit d'une étape difficile à mettre en œuvre. Abdoulaye Ndiaye l'admet quand il écrit :

« Éclairer et influencer le processus de prise de décision politique par la recherche est une préoccupation de plus en plus importante pour les chercheurs d'Afrique et le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI). Cependant la collaboration entre chercheurs et décideurs est complexe, multiforme et souvent difficile à mettre en œuvre ».

Il en donne les raisons par « les cloisonnements et la frilosité des acteurs, une recherche souvent produite sans considération pour ses utilisateurs potentiels, qui expliquent en partie la faiblesse de l'utilisation par les acteurs du développement économique et industriel des résultats de la recherche »⁹.

A travers les nombreuses publications produites par TBI et aujourd'hui par TB/RD Congo, ce pari semble avoir été gagné. La recherche couplée avec la formation menée par Tropenbos a constitué un pont établi entre exploitants et décideurs. L'impact du travail réalisé par Tropenbos est ressenti à travers les réactions enregistrées sur le terrain. En effet, un peu partout au sein de la zone où évolue Tropenbos, les exploitants artisanaux ont acquis une certaine maturité en sachant, par exemple, défendre leurs droits. La formation organisée par Tropenbos sur le lobbying a été aussi bénéfique aux exploitants qu'aux artisanaux. Ceux du Territoire de Mambasa (ex-Province Orientale, aujourd'hui dans la Province de l'Ituri) avaient adressé avec succès, aux autorités, deux mémoires pour revendiquer leurs droits à la suite des abus perpétrés par un responsable provincial de l'environnement. Ce dernier fut relevé de ses fonctions, arrêté et poursuivi en justice. Ils avaient encore réussi à faire annuler une décision du ministre national du commerce interdisant l'exportation du bois artisanal. Cette décision fut abrogée par le Premier ministre. Comme on peut le constater, cette piste est prometteuse, même si elle a des hauts et des bas. Il serait dommage que cela s'arrête en si bon chemin.

⁹ A. NDIAYE (ed.), *Chercheurs et décideurs d'Afrique. Quelles synergies pour le développement ?*, CODESRIA et CRDI, 2009, 4^e page de la couverture.

Conclusion

Le savoir au service de l'homme et de la forêt constitue un pari que Tropenbos/RD Congo s'efforce de gagner. En passant en revue le travail abattu sur le terrain, nous avons montré que cette organisation a entamé un long processus pour gagner à la fois la sympathie des populations locales et des intervenants, d'une part ; et celle des décideurs, de l'autre. Il s'agit d'une action de longue haleine qui n'est qu'à ses débuts, car le travail doit s'étendre sur un espace comprenant trois entités territoriales : les Provinces de la Tshopo, de l'Ituri et de la Mongala.

Tropenbos/RD Congo a réussi ce que certaines institutions universitaires recherchent en tentant d'établir des contacts avec les décideurs, rendant ainsi service à la communauté par la recherche. Celle-ci ne devrait plus rester enfouie dans les tiroirs des bureaux, mais être utile à la société. Il s'agirait là d'un exemple à suivre et applicable dans des domaines autres que la forêt. ■